

## Conjoncture

# Les infrastructures de transport d'outre-Quévrain en retard

**L'Association des entrepreneurs belges de grands travaux (ADEB) épingle dans son baromètre annuel le désinvestissement public dans le domaine.**

L'ADEB, qui représente les patrons d'entreprises de travaux publics (61 sociétés, 9,5 milliards d'euros de chiffres d'affaires, 17 000 emplois directs, 51 000 indirects), vient de publier son quatrième baromètre annuel sur le financement des infrastructures publiques belges de transport. Les préoccupations des dirigeants sont les suivantes : concurrence sur les prix (40%), pénurie de main-d'œuvre (26%), manque d'investissement public (18%), dumping social (7%), pérennité des entreprises (5%) et charges administratives trop importantes (4%).

A nouveau, un constat négatif s'impose, qui montre un désinvestissement des pouvoirs publics dans les infrastructures et un parc vieillissant. 70% des ponts belges ont ainsi plus de 35 ans. La part des investissements dans les infrastructures publiques a été divisée par deux en 30 ans. Avec moins de 1% du PIB investi dans ses infrastructures, la Belgique se situe en dessous des recommandations de l'Union européenne (2%) et de ses voisins, comme les Pays-Bas (1,9%), la France (1,7%), le Royaume-Uni (1,3%). L'association belge souligne le manque de vision politique en matière d'infrastructures.

## Confiance pour l'avenir

Cela n'empêche pas 81% des patrons du secteur des travaux publics de se déclarer « confiants à très confiants » pour l'avenir. Ces derniers constatent la reprise des investissements dans certains domaines. C'est le cas notamment des tunnels bruxellois. Les procédures d'appel d'offres ont été lancées et les travaux vont débuter. Les entreprises devraient procéder à des embauches au cours des douze prochains mois. Une augmentation de 33% par rapport à l'année passée est prévue. La moitié des dirigeants craint toutefois de ne pas pouvoir trouver de personnel qualifié. Le manque est en effet criant. L'ADEB plaide pour un abaissement des charges sociales afin de redynamiser l'embauche. « Nos entreprises se retrouvent dans une situation paradoxale. Après des carnets de commandes vides, elles doivent désormais engager et savent qu'elles ne trouveront pas le personnel qu'elles recherchent. Il est urgent d'agir en faveur de l'emploi », constate Didier Cartage, directeur général de l'ADEB.

Pour Frédéric Loriaux, nouveau président de l'ADEB, « Le manque de compétitivité salariale combiné à la difficulté de trouver le personnel qualifié risque de mettre à mal la pérennité des entrepreneurs belges de grands travaux ». Elle



Bobby Hidy

formule six recommandations visant à encourager une croissance équilibrée du secteur et de l'emploi, ainsi que des infrastructures de qualité : le renforcement de la lutte contre la fraude et le dumping social pour rétablir une concurrence saine et un emploi de qualité ; la diminution des charges patronales pour améliorer la compétitivité des entreprises belges et relancer l'emploi ; la revalorisation des métiers de la construction et la stimulation à la formation en alternance ; la mise en place de véritables plans d'investissement et d'entretien des infrastructures liés à une vision à 10 ans au moins ; favoriser les financements alternatifs et le développement de véritables projets urbanistiques pour faire face aux défis démographiques, en privilégiant l'interconnexion des villes.

## La réponse du ministère

Le ministre wallon des Travaux publics et de la Sécurité routière a rapidement réagi à l'annonce de ce baromètre. Il rappelle qu'il n'y a jamais eu autant d'investissements consentis en Wallonie. Rien que pour les 8 500 km de routes régionales et autoroutes wallonnes, le montant des investissements a doublé en près de 10 ans pour atteindre pour la période 2014-2019, 415 millions d'euros par an, a-t-il précisé. Ces investissements ont été notamment boostés par le "Plan Infrastructures 2016-2019" doté de moyens budgétaires inédits : 640 millions d'euros pour plus de 300 dossiers. Ce plan vise à moderniser les infrastructures routières et fluviales en Wallonie afin de favoriser le développement socio-économique de la Région et doper la création d'emplois locaux.

Brigitte de Wolf, à Bruxelles